

Éducation

L'« école ouverte » ou le monde parallèle de Jean-Michel Blanquer

jeudi 30 septembre 2021, par [DE COCK Laurence](#) (Date de rédaction antérieure : 20 septembre 2021).

Le dernier livre auto-promotionnel de Jean-Michel Blanquer se lit comme un programme électoral, teinté de petits arrangements avec la vérité et sur un ton exagérément lyrique. Son titre, *École ouverte*, joue de la polysémie pour défendre tant l'ouverture des écoles pendant la pandémie que sa vision de « l'école du futur » - une école mondialisée, déshumanisée et guidée par l'impératif de compétitivité.

Sommaire

- [Un ministre au Front](#)
- [L'école ouverte, mais quelle](#)
- [L'école du futur](#)

Entre 2014 et 2018, Jean-Michel Blanquer a successivement publié *L'école de la vie*, *L'école de demain*, *L'école de la confiance*, trois ouvrages qui résument assez bien sa vision de l'école, ses perspectives de carrière et ses desseins programmatiques. Mais on pensait la trilogie achevée. Or un petit dernier vient de voir le jour, pour lequel le ministre de l'Éducation nationale fait des infidélités à son éditeur fétiche Odile Jacob et entre dans la cour de la prestigieuse maison d'édition fondée par Gaston Gallimard. Il faut dire que l'enjeu est important. Il est désormais temps de défendre un bilan qui est loin de faire l'unanimité dans le monde de l'éducation.

C'est donc d'« École ouverte » qu'il est question dans cet opus, un titre polysémique permettant autant de justifier le choix gouvernemental de maintenir les écoles françaises ouvertes le plus longtemps possible durant la pandémie, que d'affiner sa présentation de l'école du futur, dans la perspective d'une continuité idéologique qui ne serait pas brutalement interrompue en 2022. Il s'agit ainsi d'un programme électoral autant que d'un coup auto-promotionnel, ce qui ne lasse pas d'étonner car les éditions Gallimard, malgré quelques rares incartades vers le monde politique, ne nous avaient guère habitués à s'aventurer sur le terrain du service après-vente d'un ministère.

Pourtant comme l'ont déjà souligné plusieurs compte-rendus, le nouvel essai de Jean-Michel Blanquer oscille entre « le roman » (François Jarraud dans *le Café pédagogique* [1]) et l'exercice de suffisance auto-satisfaite d'un ministre « droit dans ses bottes » (Violaine Morin dans *Le Monde* [2]). Ces petits arrangements avec la vérité, décrits avec un lyrisme très exagéré, ne manquent pas d'interroger sur ce que vient faire Gallimard dans cette galère outre apporter sa logistique à la communication officielle.

Un ministre au Front

Le récit reprend donc à sa sauce la traversée scolaire de la pandémie. Une interprétation au premier

niveau de son titre montre qu'il s'agit de justifier l'obsession gouvernementale de laisser les « écoles ouvertes ». La trame est construite autour d'une intrigue héroïque : seul contre tous, à contre-courant de tous les autres pays et malgré l'opposition farouche de tous les enseignants et syndicats, le ministre Jean-Michel Blanquer, visionnaire, s'est battu comme un forcené pour maintenir l'ouverture des écoles.

On entre alors dans les coulisses de la décision, du moins dans celles que l'auteur souhaite montrer, où il se met en scène tel un fidèle lieutenant-colonel béat d'admiration pour le courage du chef de l'État et dont le sens de la gravité ne peut qu'échapper au commun des mortels : « Il [Emmanuel Macron] plonge ses yeux dans les miens comme il le fait à chaque fois qu'il veut absolument convaincre. Et nous nous quittons comme un officier quitte le chef de l'armée qu'il sert, graves et résolu à faire face ».

Dans la « *War room* » (*sic*) du ministère de l'éducation où s'éprouve le sens du devoir et du sacrifice, on transpire, on se risque à l'impopularité et aux vindictes des procureurs des réseaux sociaux. Des moments lourds et angoissants mais où perdure un sens de la joie et de la solidarité inégalable : « Mes secrétaires que j'aime tant sont au four et au moulin. L'une d'elles prépare de gigantesques blanquettes de veau que nous partageons dans le bureau avec les membres du cabinet présents en respectant les gestes barrières ».

Tout le reste du récit est à l'avenant : un style ampoulé, une reconstruction décomplexée des faits agencés en un scénario guerrier et dont l'achèvement culmine en exercice de narcissisme débridé : « Je voyais que nous avons sauvé les enfants de France d'un naufrage dramatique par-delà toutes les vicissitudes et tous les manques ».

François Jarraud a recensé les plus criantes omissions de l'ouvrage comme les inconséquences, voire la déroute, d'une administration qui déserte, les bugs à répétition des outils numériques au service de la « continuité pédagogique », ou encore les chiffres minorés de l'aggravation des inégalités pendant le confinement.

À en croire Jean-Michel Blanquer, il fut donc seul à réclamer l'ouverture des écoles renvoyant ainsi les critiques scientifiques ou politiques à leur irresponsabilité, aveuglement ou indifférence au sort des enfants, balayant d'un revers de la main les nombreuses demandes syndicales ou parentales d'être associées aux décisions, occultant le délabrement de certains établissements, les mensonges sur l'inutilité des masques, le refus de désigner les enseignants comme prioritaires pour la vaccination, et surtout les effets de ses réformes délétères sur la crise sanitaire et non l'inverse, comme l'a par exemple montré l'impossibilité de confiner une seule classe au lycée du fait du brassage permanent d'élèves à cause des options.

On doit s'inquiéter de ces « oublis » sous la plume de quelqu'un qui déplore pourtant une « crise de la vérité » ainsi que « l'égale valeur de tous les discours ou même pire, la valeur supérieure de celui qui parle le plus fort ». Il est clair que dans le monde de Jean-Michel Blanquer, le menteur est toujours celui qui ne dit pas comme lui, une définition un peu limitative au regard par exemple des récentes polémiques concernant la dépense, par les familles qui en bénéficient, de l'allocation de rentrée scolaire que le ministre soupçonne de servir à l'achat d'écrans plats sans pouvoir en donner la moindre preuve chiffrée.

De ce point de vue, le livre est donc bien un passage en force d'une vérité alternative quant au déroulé des faits dans les écoles depuis mars 2020 auquel les éditions Gallimard apportent une caution par leur prestige et la place qu'elles occupent dans le champ intellectuel.

L'affaire est d'autant plus inquiétante que le livre ne se contente pas de promouvoir une

interprétation tronquée des faits (sur lesquels certainement des historiens sauront revenir de manière plus rigoureuse), il véhicule également une vision anti-démocratique du pouvoir légitimant la posture solitaire et autoritaire décrite comme seule à même d'arbitrer en temps de crise.

Jean-Michel Blanquer n'est pas qu'un fin connaisseur du monde de l'école dans lequel il exerce différentes responsabilités depuis 2004, il est aussi juriste de formation. Il faut donc prendre tout à fait au sérieux les passages du livre inhérent à sa défense du pouvoir personnel, et particulièrement lorsqu'il nous invite à « avoir une vision beaucoup plus ample des théories classiques de la séparation des pouvoirs » dès lors que face au rouleau compresseur médiatique, le pouvoir politique apparaît, dit-il, comme le seul contre-pouvoir valable. Nulle surprise donc à ce que les paroles discordantes aient été à ce point méprisées durant cette crise : ce fut au nom de la défense de la démocratie.

Jean-Michel Blanquer s'affiche pourtant ici et ailleurs sous l'étiquette de « républicain social », soulignant sans cesse sa préoccupation pour les inégalités sociales (mais quel ministre de l'Éducation pourrait s'y dire indifférent ?), vantant son bilan social en exhibant fièrement la seule mesure que l'on peut à moitié saluer : ses dédoublements de CP et CE1 dans les classes d'éducation prioritaires (REP+), une disposition qui ne s'accompagne toutefois d'aucune création de postes, qui provoque donc un engorgement des niveaux suivants, et se substitue arbitrairement au dispositif précédent, « Plus de maîtres que de classes », qui commençait à montrer son efficacité. Pour le reste, le ministre ne peut que se contenter des mots creux de la communication pour se raconter dans une auto-fiction et se rêver en héritier des grands ministres de la démocratisation scolaire.

L'école ouverte, mais quelle école ?

Le titre de l'ouvrage résonne comme un slogan mais réveille aussi une petite musique chez les connaisseurs de l'histoire de l'école. L'« école ouverte » renvoie à l'imaginaire de ce que l'on appelle encore l'« éducation nouvelle », un courant de rénovation pédagogique né dans la foulée de la première guerre mondiale et institutionnalisé sous la forme de ligue (la Ligue internationale de l'éducation nouvelle) en 1921. On fête donc ses cent ans cette année.

Mouvement international, l'éducation nouvelle se donne pour finalité de refonder les systèmes éducatifs sur des bases humanistes, pacifiques, et surtout en accompagnant au plus près les apprentissages des enfants par des pédagogies actives. Sans se soucier trop du caractère public de l'école, l'éducation nouvelle promeut un modèle scolaire anti-autoritaire, créatif (on parlerait aujourd'hui de « liberté pédagogique »), « ouvert » sur le monde extérieur et soucieux de la psychologie de l'enfant. On est alors en plein « siècle de l'enfant » comme l'écrit la pédagogue féministe suédoise Ellen Key en 1899. La plupart des célèbres pédagogues du XX^e siècle sont les fondateurs de la Ligue ou la rejoignent. Ce qui en fait une galaxie très éclectique où se côtoient Adolphe Ferrière, Maria Montessori ou encore Célestin Freinet [3]. Plus tard, en France, on y trouvera Paul Langevin et Henri Wallon, co-auteurs du célèbre Plan de refondation de l'école publié en 1947 et resté lettre morte.

La Ligue n'est pas dénuée de conflits internes, notamment politiques, dans un contexte mondial de montée des fascismes que certains ne souhaitent pas vertement dénoncer. C'est un mouvement clivé, difficile à circonscrire, qui a pu donner naissance à la fois à des écoles privées hors-contrat réservées aux élites et à des expériences pédagogiques plus populaires à l'intérieur de l'école publique.

Car l'éducation nouvelle n'est pas restée parallèle et sans contact avec l'institution scolaire officielle. Elle a aussi nourri de nombreuses réformes et réflexions sur les pratiques dans et hors

l'école. Ainsi, de nombreux mouvements d'éducation populaire s'en réclament encore, comme les CEMEA (Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active), ou encore les mouvements de promotion des colonies de vacances qui, dans l'entre-deux-guerres, s'inspirent beaucoup de l'éducation nouvelle. Tel est le cas par exemple de la confédération Jeunesse au plein air (JPA), l'émanation de la Fédération des œuvres laïques de vacances d'enfants et d'adolescents, une initiative née en 1938, encouragée par le ministre de l'Éducation nationale Jean Zay et qui milite encore aujourd'hui pour proposer des vacances à tous les enfants. Parmi ses propositions, celle de « partir en colo avec école ouverte » date de 2016 et s'inscrit dans un dispositif plus ancien encore, « l'école ouverte », mis en place par Lionel Jospin en 1991 et consistant à accueillir des élèves de tous les âges dans les collèges et lycées pour des cours mais aussi des activités ludiques, sportives et culturelles. Le projet est conçu pour les enfants des milieux populaires afin de travailler à réduire les inégalités. L'idée est donc ancienne et surtout portée par une gauche inspirée par l'éducation nouvelle et guidée par la boussole de la démocratisation scolaire ; la moindre des honnêtetés aurait été de citer ses sources d'inspiration.

D'autant que Jean-Michel Blanquer n'est pas avare de mentions de ses mentors, en particulier Jean Zay dans le sillage duquel il n'hésite pas à se situer. Il le fait à nouveau dans cet ouvrage en se félicitant d'avoir recomposé un grand ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, à l'instar de Jean Zay et en définissant les « vacances apprenantes » mises en place lors de l'été 2020 comme les dignes héritières des colonies du Front populaire.

Jean-Michel Blanquer héraut de l'éducation nouvelle ? L'idée mérite d'être examinée de près. Pour l'historien biographe de Jean Zay Olivier Loubes, Jean-Michel Blanquer au contraire « agit à contresens de Jean Zay » [4]. Le ministre du front populaire était en effet un farouche défenseur de la démocratie sociale et de l'école publique. Convaincu par les idéaux de l'éducation nouvelle, et attaché à une véritable démocratisation scolaire, Jean Zay est le premier à avoir tenté de supprimer les filières parallèles réservées à la bourgeoisie pour aller vers une harmonisation des parcours. De même, toujours soucieux de remédier aux orientations trop précoces liées au tri social, il est l'artisan des « classes d'orientation » en sixième, afin de faciliter la transition vers le secondaire. Il se préoccupe également de la qualité de vie des enfants, de leur santé, de leur repas à la cantine, et promeut les pédagogies actives, en particulier dans le cadre de « loisirs dirigés ». Enfin, en allongeant l'âge de la scolarité obligatoire de 13 à 14 ans, Jean Zay montre ses préoccupations pour une école qui accueille le plus longtemps possible les enfants en retardant le plus possible le moment de la bifurcation vers le monde professionnel.

Toutes les mesures de Jean-Michel Blanquer sont aux antipodes de ces principes. Lui est le ministre de la création de nouvelles filières d'élite destinées à la bourgeoisie avec les établissements publics locaux d'enseignement international (EPLEI), ces établissements à « parcours d'excellence » de la maternelle au baccalauréat. Le coût de celui de Marseille, prévu pour 2024, est estimé à 100 millions d'euros. Il est le ministre de Parcoursup qui empêche les lycéens d'obtenir l'orientation de leur choix, et de la réforme du lycée qui enjoint à des jeunes de 15 ans de se déterminer sur leur avenir professionnel, les privant au passage de l'insouciance adolescente et de la liberté de se tromper.

Il est le ministre de l'école privée qui promeut des modèles hors contrat ultraconservateurs comme les écoles du réseau « Espérance banlieues » [5] pratiquant encore le salut au drapeau et le culte d'un roman national rance et mensonger ; le ministre de la suppression de la formation continue si elle ne colle pas à ses propres convictions et de l'assèchement de la formation initiale purgée de sa dimension critique et transformée en machine à fabriquer des exécutants bons techniciens. Il est le ministre enfin des cadeaux aux entreprises privées qui spéculent sur la destruction de l'école publique, le fameux secteur *EdTech* (pour « *educational technology* ») boosté par le confinement et proposant des modules de « coaching » pour l'orientation, des cours de soutien en ligne et mille

autres outils dont ne bénéficient que les enfants de la bourgeoisie et qui creusent encore plus les écarts avec les plus pauvres.

La liste est longue et non exhaustive et le bilan bien terne pour l'école publique qui en perd les quelques forces qui lui restent. Ce ne sont pas les larmes de crocodile versées sur les enseignants dans cet ouvrage qui occulteront le sentiment premier de ces derniers lorsqu'ils sont interrogés : celui d'être méprisés depuis des années par leur ministre [6], auquel on ajoutera l'infantilisation, la surveillance, la criminalisation du militantisme syndical et politique, et le poids des injonctions qui mène désormais certains enseignants à la dépression voire au suicide.

Ce lourd et plombant tableau de la réalité ne doit fort heureusement rien ni à Jean Zay, ni aux principes de l'éducation nouvelle.

L'école du futur

Jean-Michel Blanquer nous invite dans une dernière partie à refonder une nouvelle « alliance éducative ». L'expression est connue dans le monde des sciences de l'éducation. Elle désigne l'ensemble du tissu relationnel (entre l'institution et les régions, entre les divers professionnels ou entre les classes et les familles) constitutif du système éducatif [7]. Ici, elle est toutefois réduite à une formule plus vague : « l'alliance du monde avec l'École ». On comprend qu'il en va de l'« avenir de l'humanité » et que c'est bel et bien un plan de refonte mondiale que Jean-Michel Blanquer nous propose, décidé à considérer la crise sanitaire comme l'opportunité de fonder un « nouvel humanisme ». Il s'appuie sur le rapport Blanchard-Tirole publié en juin 2021 [8], « les grands défis économiques », qui contient en effet une section consacrée à la politique d'éducation.

Pour Blanquer, « l'éducation n'est pas seulement un idéal social. C'est aussi le meilleur des calculs économiques dès lors que les moyens supplémentaires sont au service de progrès qualitatifs ». La messe est dite, il faut investir dans l'éducation plutôt que redistribuer pour réparer. Pourtant, même le rapport Blanchard-Tirole que l'on ne peut suspecter de tropisme gauchisant ne va pas aussi loin. Sa première proposition est en effet de rééquilibrer les dépenses à destination des établissements et territoires les plus pauvres.

Bien-sûr on connaît la chanson et nul ne peut feindre l'étonnement face aux positions et propositions d'un ministre conseillé par l'Institut Montaigne et néolibéral convaincu : le nouvel humanisme, c'est celui d'une éducation conçue comme un secteur rentable de mise en adéquation entre les besoins du marché et la disposition en main d'œuvre, de préférence hautement qualifiée. Le capitalisme à visage humain en somme. On créera un nouvel indicateur, explique le ministre, pour mesurer la compétitivité de chaque pays en intégrant l'éducation, la santé, la prospérité et l'environnement. Il s'appellera « Indice de progrès intérieur brut ». Depuis quelques années, on observe une frénésie à vouloir dépasser le PIB au profit de nouveaux indicateurs dits « de progrès ». Ainsi sont suggérés des « indicateurs de progrès véritables », des « indices de progrès social », et même un BIB « bonheur intérieur brut », bref, de nouveaux outils de mesure économique permettant d'« humaniser » un système dans lequel rien ne change et rien n'est humain.

On peut adjoindre toutes les expressions sirupeuses pour adoucir les choses, comme « aller au monde et que le monde vienne à nous », cela n'atténue pas la brutalité du modèle éducatif proposé : une école envisagée comme un produit mondialisé, guidée par l'impératif de compétitivité ; une école dans laquelle les enseignants sont réduits à l'état de masse salariale la moins coûteuse et la plus corvéable à merci, une école pour laquelle la réduction des inégalités n'est en rien une perspective d'émancipation sociale mais simplement un objectif de management destiné à élever le niveau de qualification des futurs adultes pour doper la puissance économique du pays.

Telle est l'école du futur qui nous est proposée ici et le moule idéologique des réformes passées et à venir, de la maternelle à l'université. Une école ouverte certes, mais sur un avenir fort peu réjouissant de sabordage de sa matrice publique et émancipatrice.

Laurence De Cock

Historienne et chercheuse en sciences de l'éducation

P.-S.

- AOC. lundi 20 septembre 2021 :
<https://aoc.media/opinion/2021/09/19/l-ecole-ouverte-ou-le-monde-parallele-de-jean-michel-blanquer/>
 - Laurence De Cock. Historienne et chercheuse en sciences de l'éducation, Professeure agrégée
-

Notes

[1] <http://www.cafepedagogique.net/lexpresso/Pages/2021/09/09092021Article637667677619069643.aspx>

[2] https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/09/09/dans-ecole-ouverte-jean-michel-blanquer-vent-debout-contre-les-voix-discordantes_6093993_3232.html

[3] Sur la naissance, le déploiement et le devenir de l'éducation nouvelle, voir le film de Joanna Grudzinsca.

[4] Olivier Loubes, « Jean-Michel Blanquer agit à contresens de Jean Zay », Le Monde, 4 septembre 2019 :
https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/09/04/olivier-loubes-jean-michel-blanquer-agit-a-contre-sens-de-jean-zay_5506367_3232.html

[5] Le 4 avril 2016, il est invité au colloque du réseau et déclare : « ce que fait espérance banlieue correspond à mon avis aux initiatives que nous devons prendre dans le secteur public et le secteur privé »

[6] « "Je ressens un profond mépris" : Blanquer vu par les profs », Libération, 13 septembre 2021 :
https://www.liberation.fr/societe/education/blanquer-vu-par-les-profs-je-ressens-un-profond-mepri-s-20210913_SS5MFBQI6BEKTKGHLZHC7QP6FY/

[7] Jean-Luc Gilles et *al.*, *Les alliances éducatives pour lutter contre le décrochage scolaire*, Peter Lang, 2012

[8] <https://www.strategie.gouv.fr/publications/grands-defis-economiques-commission-internationale-blanchard-tirole>